

QUELQUES NOTES AUTOUR DU PROCÈS DES INculpÉS DE VINCENNES

A lors que la première phase du procès des 10 inculpés de l'incendie de Vincennes est close, nous avons ressenti le besoin d'écrire deux mots à propos de ce qui s'est déroulé dans différentes villes autour de ce procès. Non pas que tout serait désormais terminé, au contraire, mais bien parce que s'imposent quelques réflexions pour continuer à lutter contre les centres de rétention, la machine à expulser... et le monde qui les produit.

Une agitation loin des tribunaux

Pour commencer, cela faisait bien longtemps qu'on avait pas vu de début d'agitation un peu conséquente autour du procès de mutins accusés d'avoir cramé une taule. Dans des villes aussi diverses que Lyon, Reims, Strasbourg, Grenoble, Angers, Marseille, Poitiers, Bordeaux, Istres, Dijon, Paris ou Besançon se sont multipliés manifestations, tags, débats, feux d'artifice, collages, banderoles ou attaques solidaires et ce, sur une période de plusieurs mois.

Chacun connaît en effet l'inconvénient de la seule mobilisation au procès, en ce qu'elle concentre des individus pendant un temps court dans un espace hostile avec des marges restreintes, et qu'elle ne concerne que ceux qui souhaitent ou peuvent se déplacer jusque là (au Palais de Justice de Paris en l'occurrence). Cette volonté très militante feint surtout d'ignorer que le tribunal n'est que le lieu symbolique du jugement, confondant le pouvoir avec sa représentation : dans un tel procès éminemment politisé, ce n'est pas plus le juge que la salle qui influent sur le rendu. Un tel procès marque au contraire la matérialisation de rapports de force au niveau social autour de la question des centres de rétention et de leurs révoltes, comme de la question de l'enfermement et de la solidarité en général. D'un autre côté, en appelant uniquement à un mode passif et centralisé de mobilisation, on tend à faire croire que ce serait la bonne recette pour peser sur le verdict final (sinon, quel est l'intérêt d'assister à l'obscène spectacle d'individus se faisant mettre en pièces ?), niant du coup nombre d'autres modes d'agir possibles. La question de la présence massive à un procès entraîne aussi trop souvent un chantage affectif liant cette mobilisation à la stricte défense juridique des inculpés, une défense qui plus est souvent peu contestataire (et dans cette optique, bouger ou protester dans la salle pourrait alors nuire aux accu-

sés, comme si ce n'était pas le juge et l'Etat qui portaient cette responsabilité quoi qu'il advienne). Ce chantage n'a heureusement duré qu'un temps, vu l'absence à une grande partie des audiences des avocats comme des quelques présumés incendiaires présents les premiers jours. On a alors pu constater une fois de plus tout l'intérêt à la multiplication d'initiatives non centralisées (dans chaque ville, mais aussi à Paris), tout en restant reliées les unes aux autres.

Une limite courante, qui n'est pas des moindres, réside généralement dans l'absence de perspectives offensives concrètes pour exprimer sa solidarité comme sa rage, alors que cette fois a réussi à s'imposer un espace de lutte commun, témoignant non seulement de sa pertinence, mais aussi de ses possibilités : la perturbation de la machine à expulser. Chacun a certainement en mémoire les nombreuses banques touchées un peu partout, mais ce sont aussi bien des agences d'intérim, la Croix Rouge, Carlson Wagonlit, Bouygues ou Air France qui ont été visés : serrures sabotées, tags et collages sur la vitrine, incendies, occupations, coups de marteau... Si on ajoute à cela les prises de rue lors des balades parisiennes, les manifestations du 6 février comme à Nantes, celles vers le centre de rétention du Canet à Marseille ou toutes celles, parfois nocturnes, qui ont parcouru les rues de Bordeaux pendant deux mois contre la reconstruction du CRA local, les ingrédients étaient réunis pour porter une agitation qui dépasse le procès tout en se donnant des instruments pratiques pour exprimer au-delà des mots la volonté de détruire les centres et le monde de frontières et d'exploitation qui en ont besoin.

La machine à expulser

La question de la machine à expulser ne peut pourtant pas se réduire à une énième campagne ponctuelle, et porte même au contraire des possibilités qui permettent enfin de sortir des traditionnelles impasses liées à l'activisme.

Dans le passé, on a en effet déjà vu se développer des campagnes ciblées (contre Ibis ou Bouygues, par exemple), qui se justifiaient par un objet précis et ponctuel, comme la construction de nouveaux centres de rétention, et qui ont naturellement fini par s'éteindre d'elles-mêmes. De la même façon, on voit régulièrement passer de nouvelles vagues d'activisme (autour des contre-sommets, des squats ou de luttes exotiques), c'est-à-dire des activités non seulement séparées du contenu

radical qu'on porte par ailleurs et des autres luttes, mais privilégiant surtout des formes limitées, comme l'est par essence toute forme (l'émeute black bloc des contre-sommets, la fameuse ouverture au quartier lors d'expulsions, les occupations/rassemblements en soutien à de lointains combattants souvent ambigus).

Nous ne nions pas ici qu'une lutte est forcément complexe, dès lors qu'elle cherche à rencontrer d'autres complices potentiels, tout en ne renonçant pas à ses bases. C'est-à-dire que la tension entre ouverture (au risque de se perdre) et fermeture (au risque de s'isoler) est bien sûr une dialectique permanente. Ce qui nous semble par contre ici intéressant à souligner dans ce qui s'est produit ces derniers mois un peu partout, c'est qu'une diversité de formes, sans hiérarchie, a justement permis à chacun non seulement de porter son propre contenu jusqu'au bout de façon complémentaire, mais aussi que la prise de l'espace public a pu être tenue à différentes occasions, y compris lors de moments plus tendus : qu'on pense simplement aux perquisitions/arrestations à Paris, qui ont vu aussi bien se dérouler immédiatement une manifestation et un débat public, que des actes solidaires autonomes. L'agitation ne s'est donc pour une fois ni cantonnée à quelques spécialistes en mal d'action, pas plus qu'aux traditionnels enfants perdus sans une quantité significative d'autres personnes à leurs côtés.

Enfin, et à l'inverse des campagnes qui s'adressent souvent à l'ennemi pour lui demander de renoncer à quelque prétention parcellaire, l'agitation autour du procès de Vincennes et contre la machine à expulser s'est adressée à tous. Plutôt que de prendre le pouvoir ou les médias comme interlocuteurs, c'est-à-dire plutôt que de reproduire des médiations qui entretiennent ce système mortifère, les manifestations dans les quartiers, les affiches et tags couvrant les murs ou les vitrines, les autocollants parlant de distributeurs sabotés juste à côté d'eux ou encore les débats, tous ont pu porter un discours différent, sans concession ni filtre. Un discours s'adressant directement à la rue, et non pas aux seuls cercles de convaincus.

Liberté pour tous, avec ou sans papiers

Un des travers récurrents des discours publics, si on met de côté l'incapacité d'exposer ses propres idées (créant parfois l'amère sensation que ce sont moins des idées qui nous réunissent qu'une vague

contre-culture alternative), est de penser que si on est seuls, on est nécessairement isolés. De croire en somme que nos idées et notre critique sont si étranges ou si décalées qu'elles ne puissent rencontrer personne. Cela, on peut aussi bien l'entendre à propos d'un tag «*feu à toutes les prisons*» (c'est vrai ça, y en a jamais eu des taules qui crament, et puis si peu de gens ont eu l'occasion de la fréquenter de près ou de loin), que d'une affiche qui explique comment une banque balance des sans-papiers aux keufs (c'est vrai ça, tout le monde aime les banques et la police). Pourtant, et c'est bien aussi l'une des raisons d'intervenir dans l'espace public, le monde n'est pas constitué que d'esclaves et de citoyens. Si notre position est minoritaire —et pourquoi le nier ?—, la potentialité de l'agitation est pourtant d'aller vers l'inconnu, de rencontrer des complices en chemin, de provoquer des réactions et des discussions.

Dans ce sens, et à l'inverse de l'éternelle tendance qui insiste pour adapter son discours en le restreignant au peu que les gens abstraits pourraient entendre, la critique qui s'est développée ces derniers mois a trouvé une de ses forces en ne reculant pas, et en rencontrant même à travers les formes employées un début de cohérence avec leur contenu. Si on ne vise pas à humaniser les centres de rétention mais à les détruire, si on se refuse à négocier de bonnes catégories d'expulsables, qu'y a-t-il alors d'étonnant à ce que des inconnus partagent cette perspective et que brûlent des distributeurs de banques qui font expulser des sans-papiers ?

En s'attaquant aussi bien à l'Etat (contre les frontières, pour la liberté de circulation) qu'au Capital (contre l'exploitation et les rouages qui s'enrichissent sur la machine à expulser), cette agitation a non seulement réussi à ne pas s'enfermer dans les limites propres à toute campagne ou activisme (l'épuisement face aux peu de résultats visibles, la disparition/restructuration de la mesure contestée, la «trahison» de l'objet soutenu), mais a surtout ouvert une piste en s'inscrivant dans un quotidien (les différents rouages se trouvent à tout instant à chaque coin de rue) et sans sujet extérieur spécifique (le raflé, le retenu, le travailleur sans-papier en grève). En somme, une possibilité de lutte commune pour tous, au-delà des séparations de la domination, avec une aspiration qu'exprime bien un des slogans qui a émergé ces derniers mois : *Liberté pour tous, avec ou sans papiers*.

Question de perspective

En refusant un misérable «*soutien*» aux inculpés de Vincennes, victimes arbitrairement immolées qui procureraient en rab un supplément d'âme à leurs souteneurs, au profit d'une «*solidarité avec*», un premier pas important avait été franchi tout au long des mois précédant le procès. Il

a d'emblée permis à chacun de s'exprimer en son nom, à partir de sa propre condition dans la guerre sociale, sans plus se lier aux particularités des inculpés, et en insistant davantage sur ce dont ils étaient accusés (l'incendie d'une prison pour étrangers). En dépassant ensuite la stricte question du procès et de ses dates pour insérer cette solidarité dans une perspective offensive contre les centres de rétention puis la machine à expulser dont ces derniers font partie, l'air qui manquait à un mélange potentiellement explosif circulait enfin. Il a offert à beaucoup, connus ou pas, la possibilité de développer un contenu lié au fond de la contestation : la mise à bas de la domination et de l'exploitation.

C'est d'ailleurs ce contenu même, ambitieux mais précis, qui pourrait désormais déboucher sur une perspective anti-autoritaire. Plutôt que de passer d'un thème de lutte à un autre, comme le propose souvent le réflexe activiste*, cette critique pourrait ainsi à l'inverse s'inscrire dans une continuité (d'autres CRA sont en construction, la durée de rétention devrait s'étendre à 45 jours, les frontières extérieures et intérieures se multiplient, comme avec les détecteurs de faux-papiers à Pôle Emploi), tout en reliant entre-eux les différents aspects de la prison sociale. Et loin du fétichisme des formes (par exemple celles qui se mesurent à l'aune de leur seule dimension collective ou à partir de leur aspect plus ou moins spectaculaire), cette critique pourrait également continuer en approfondissant son contenu réel, un pourquoi qui dépasse largement la question de la solidarité anti-carcérale.

Ce qui reste de ces mois d'agitation, la dynamique qui s'est créée au-delà de la question du procès, est bien entendu dans les rapports entre tous ceux qui ont apporté leur contribution. Mais il est aussi dans cette méthode qui s'est affinée petit à petit, brisant à la fois les spectres de l'impuissance (comment affronter le monstre qui nous fait face ?), de l'habitude (aller exclusivement près des lieux de pouvoir, dans les tribunaux ou sous les murs des prisons, plutôt que de prendre la rue, de jour comme de nuit), du militantisme (réduire le monde entre «eux» les méchants répresseurs et «nous» leurs victimes et individus solidaires, plutôt que d'affronter une dimension sociale aussi basée sur un mécanisme de participation et d'intégration) et du quantitatif (on ne peut rien faire sans être «beaucoup», alors que le nombre est une heureuse conséquence fruit de rencontres complices, mais pas forcément un début nécessaire pour commencer à lutter).

Une simple méthode, certes, mais qui porte déjà en elle comme un avant-goût du monde pour lequel nous nous battons, et qui peut surtout servir comme instrument plus général au service d'une perspective offensive qui s'en prendrait à tous les aspects de la domination**.

En se répondant les unes les autres, les différentes attaques ont montré un peu partout que l'ennemi n'est pas intouchable, qu'il a aussi des noms et des adresses. Que même si on se croit isolé dans son propre contexte, d'autres peuvent recueillir et élever la voix de la solidarité un peu plus loin.

Enfin, en se multipliant, les activités qui ont traversé ces mois d'agitation ont aussi montré à travers leur diversité que la force est avant tout *sociale*. Qu'avec la combinaison de tous les ingrédients sans centralisation ni formalisation, avec la plume comme avec le feu, avec la voix comme avec les pieds, s'élargissaient les possibilités d'interrompre le cours de la normalité et de la pacification.

Reste alors à recueillir précieusement ce que cette période a pu nous enseigner, à continuer d'emprunter ces pas maladroitement tout en les approfondissant. Contre les centres de rétention et tous les enfermements, contre la machine à expulser et tous les vautours qui nous bouffent la vie au quotidien, pour la liberté, avec ou sans papier.

Anatole,
20 mars 2010

* Voit par exemple la triste proposition du collectif «*Stop expulsions*» sortie le 24 mars, lançant une campagne pour «*l'arrêt total de la complicité d'Air France à l'expulsion des sans-papiers*» jusqu'au jour du vote des actionnaires à son conseil d'administration le 8 juillet 2010. Campagne citoyenne qui se propose bien entendu «*d'avoir recours aux journalistes*» et dont la «*ligne directrice*» précise qu'il est «*primordial de rester dans le cadre de la non-violence*».

** Pour ne prendre qu'un exemple, celui de l'exploitation qui est un des noeuds de la question abordée ici, cette dernière n'est pas réductible aux seuls patrons (les multinationales du BTP et de l'intérim comme les mafias communautaires extra-légales et les petits commerçants issus de l'immigration) et à leurs alliés (les cogestionnaires de la main d'oeuvre comme les syndicats ou les autorités religieuses). En tant que rapport social, l'exploitation repose tout autant sur la marchandise ou la servitude volontaire, aboutissant à des compromis en matière de paix sociale et d'intérêts partagés entre exploités et exploités. Compromis et intérêts qu'il s'agit aussi de tenter de briser.